

DISCOURS DE MONSIEUR BERNARD SAUGIER

Président de l'Académie

Chaque année, lors de sa séance solennelle de rentrée, le président a le privilège de pouvoir donner son point de vue sur le rôle de l'Académie dans la perspective des grands problèmes agricoles et environnementaux. Cette année est particulière puisque nous allons fêter le 250^{ème} anniversaire de notre Compagnie, et j'aimerais confronter les attentes qui étaient celles de nos fondateurs à celles du monde actuel.

En 1761, la France comptait environ 22 millions d'habitants, en majorité des agriculteurs dont les modes de production avaient peu changé depuis la fin du Moyen-âge. La principale innovation avait été d'introduire la charrue et la culture attelée lourde, en association avec l'élevage fournissant les engrais nécessaires aux cultures. Mais les sols arables restaient en jachère une année sur deux ou sur trois, et la jachère était considérée comme un espace public où chacun pouvait faire pâturer ses animaux, dès la fin de la récolte : c'était le droit de vaine pâture. La production de cette jachère était bien faible, mais pour la remplacer par des prairies artificielles de graminées ou de légumineuses, les paysans devaient pouvoir disposer librement de leur terre après la récolte. C'est en 1761 qu'un édit royal permet d'enclôser les terres et les prés dans plusieurs provinces : Béarn, Bourgogne, Champagne et Lorraine. Mal acceptée au départ, cette décision est progressivement généralisée, mais il faut attendre 1890 pour que le droit de vaine pâture soit supprimé, avec des exceptions quand la commune ou le département le demandent en s'appuyant sur une coutume ancestrale.

En 1761, le développement agricole est freiné par des règlements contraignants : lourds impôts fonciers, droit de vaine pâture, taxes sur le transport des grains. Il est aussi handicapé par le faible niveau d'instruction des paysans. Le XVIII^{ème} siècle étant celui des Lumières, les philosophes et les esprits éclairés réfléchissent aux moyens nécessaires pour faire bénéficier la population française des progrès des connaissances. Ils encouragent l'initiative individuelle, cherchent à favoriser la liberté de disposer de la terre, la liberté d'entreprendre et de commercer, la liberté de circulation des biens et des personnes. Ils exercent une influence considérable sur le pouvoir monarchique. C'est ainsi que François Quesnay, médecin de Madame de Pompadour, la favorite de Louis XV, puis médecin du roi, reçoit régulièrement chez lui Diderot, d'Alembert, Buffon, Turgot, Mirabeau, du Pont de Nemours. L'Encyclopédie est rédigée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et d'Alembert ; Quesnay y écrit notamment les articles *Fermiers* et *Grains* qui manifestent son intérêt pour l'agriculture. Dans ce dernier, paru en 1757, il recommande, dans l'esprit du temps, la libre circulation des grains, qui sera accordée en 1763.

C'est dans cette période, 1757-1758, que commencent à se réunir autour de Quesnay et de Mirabeau ceux qui devaient former les Physiocrates ou Économistes. C'est le début de l'économie politique en France. Plutôt tôt dans le siècle, le banquier John Law avait introduit le papier-monnaie pour faciliter le développement du commerce, mais après un démarrage très prometteur, son système avait entraîné une faillite retentissante à la suite d'une très forte spéculation. Aussi les Physiocrates considèrent que l'agriculture est seule productive de richesse, le commerce et la

finance venant en second. Pour développer l'agriculture, on peut s'appuyer sur quelques exemples de réussite, comme celle du marquis de Turbilly qui s'est vu attribuer un domaine de 1000 ha en Anjou. Ce domaine, presque inculte au départ, est amélioré par des défrichements et des drainages, et devient un des territoires les plus riches de la province, permettant de doubler sa population et d'éliminer la mendicité. Turbilly était ami de Bertin, le contrôleur général qui dirigeait les finances, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les ponts et chaussées et une partie de l'administration intérieure. Il convainc Bertin de l'intérêt de créer des sociétés d'agriculture, et c'est ainsi qu'est née en 1761 la Société royale d'agriculture de la Généralité de Paris, ancêtre de notre Compagnie, avec parmi ses premiers membres Quesnay et, bien sûr, Turbilly.

On voit ici l'élan considérable insufflé par l'esprit des Lumières à toute une société, avec cette confiance que le progrès des connaissances ne peut qu'entraîner un progrès moral. A l'époque, la France était assez mal nourrie, mais paradoxalement, on pensait avec Montesquieu (Lettres persanes, lettre CXII) qu'elle n'était pas assez peuplée et qu'en accroissant la population, on augmenterait la production agricole et la richesse. Turbilly avait montré l'exemple, et était partisan de mesures natalistes. Pour Quesnay et les Physiocrates, on peut accroître la population des campagnes, mais seulement après avoir amélioré préalablement la terre comme l'avait fait Turbilly. En 1792, Arthur Young dans *Voyage en France* porte un regard extérieur sur notre société : il dénonce à la fois le surpeuplement de nombreuses campagnes françaises et la médiocrité des conditions culturelles. En 1798, Malthus publie son *Essai sur le principe de population* : il écrit que la population tend à croître de façon géométrique (ou exponentielle) alors que la production de nourriture croît de façon arithmétique (ou linéaire) avec le temps. On arrive donc rapidement à une surpopulation et Malthus recommande de limiter la population en fonction de la production agricole.

Malthus était pasteur et venait en aide aux pauvres de sa commune. Il fut d'abord influencé par William Godwin, le père de Mary Shelley, un philosophe utopiste inspiré de Rousseau et de Condorcet. Godwin croyait à un progrès sans limite, apportant la justice et la prospérité à une population croissante. C'est en voyant autour de lui la misère et la détresse des pauvres suite à de mauvaises récoltes, que Malthus se révolte contre Godwin et écrit son pamphlet, qui est au point de départ d'une réflexion écologique.

Charles Darwin s'est beaucoup inspiré de Malthus pour interpréter ce qui lui semblait un paradoxe : la plupart des espèces d'animaux peuvent laisser beaucoup de descendants en quelques générations lorsque les conditions sont favorables, mais en pratique, dans la nature, leur nombre reste relativement faible et à peu près constant. Il en a déduit que sur les nombreux individus qui naissent à chaque génération, la plupart meurent (faim, prédation, accidents...) et que seuls subsistent le petit nombre qui va remplacer la génération précédente. On traduit ce fait en écologie par une courbe en S encore appelée logistique : lorsque l'effectif d'une population animale est faible, chaque individu trouve beaucoup de ressources dans son milieu et est peu visible des prédateurs, son taux de reproduction est élevé et sa mortalité faible, il en résulte une croissance exponentielle. Lorsque la taille de la population augmente, la nourriture par individu se raréfie, le taux de mortalité augmente et s'approche du taux de reproduction, le taux de croissance tend vers zéro et la population atteint un équilibre, d'autant plus élevé que les ressources sont abondantes. Ce raisonnement peut être transposé à la population humaine, comme l'a fait Malthus. Mais à la différence des animaux, les humains peuvent augmenter la production de nourriture par des

techniques appropriées, jusqu'à une limite imposée par la disponibilité en surface de sol et par les processus biologiques comme la photosynthèse. C'est pour cette raison que les physiocrates ne considéraient pas que la France était surpeuplée, à la différence de Young.

Quelle est la situation de l'agriculture aujourd'hui, en France et dans le monde ? Comment l'agriculture a-t-elle bénéficié des progrès scientifiques ?

La population mondiale était d'environ 640 millions en 1700 et de 1,7 milliard en 1900 ; elle a atteint 6,5 milliards en 2005, dont 1,35 milliard d'agriculteurs, soit 45% de la population active (contre 4 à 5% en France). Les 2/3 de ces agriculteurs vivent en Chine ou en Inde. Il y a dans le monde environ 1,5 milliard d'hectares de terres arables, soit en moyenne 1,1 ha par exploitation, mais ce chiffre cache une très forte diversité puisqu'on trouve des exploitations de plusieurs milliers d'hectares et d'autres de bien moins d'un hectare. La conséquence est que c'est parmi les agriculteurs qu'on trouve 70% de la population souffrant de la faim de façon chronique. C'est le côté négatif de la situation actuelle.

Le côté positif est que les prévisions pessimistes des années 1970 ne se sont pas vérifiées : on craignait des famines récurrentes mais la « révolution verte » et la croissance des rendements agricoles ont permis jusqu'ici de les éviter, sauf dans quelques pays dont la situation politique est particulièrement difficile. La population mondiale est passée de 3 milliards en 1960 à 6,5 en 2005, mais les rendements mondiaux du blé, du riz et du maïs ont plus que doublé pendant cette période, et on a donc eu une légère amélioration de la production par habitant. Pourtant, l'alimentation reste un enjeu majeur, car les rendements semblent plafonner dans les pays à agriculture développée (y compris pour la riziculture en Asie) et la croissance de la population mondiale est encore rapide. L'augmentation des rendements a été due en partie au progrès génétique et en partie aux meilleures conditions de culture grâce notamment aux engrais et aux produits phytosanitaires.

La situation de la France est évidemment bien mieux connue. On considère que du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècle, les rendements agricoles ont doublé avec le remplacement des jachères par des prairies artificielles et des plantes sarclées. Mais à la fin du XIX^{ème} siècle et surtout au XX^{ème} siècle la révolution industrielle a changé complètement les exploitations agricoles, avec l'apport de nouveaux matériels (charrues métalliques, semoirs, faucheuses, moissonneuses-lieuses), puis l'arrivée des tracteurs, des engrais minéraux (issus de l'industrie chimique pour l'azote), et de méthodes de sélection de plus en plus performantes.

En France, la transition a été particulièrement rapide après la Seconde Guerre mondiale. L'augmentation des rendements a permis de nourrir tous les Français sur une surface agricole en diminution (de 72% du territoire en 1950 à 59% en 2000), au bénéfice des forêts, qui ont progressé de 20 à 27%, et des zones urbaines et infrastructures qui sont passées de 8 à 14%. Dans le même temps, l'augmentation de la productivité par actif agricole a entraîné une diminution considérable de l'emploi dans ce secteur : de 31% des emplois en 1955, il est passé à 5% en 2000 et ne représente plus que 1,3 million de personnes. Le nombre des exploitations agricoles a été divisé par 4 en 50 ans, avec un accroissement correspondant de surface.

L'agriculture s'est professionnalisée, avec 60% d'exploitations professionnelles en 2003 contre 30% en 1960. Les exploitants sont plus jeunes, grâce notamment à la mesure d'accompagnement de la réforme de la PAC de 1992, qui attribuait une préretraite à 55 ans. Ils sont aussi mieux formés – ce qui était un des objectifs de la création de notre Académie – : en 2003, 43% étaient passés par l'enseignement agricole secondaire long ou supérieur, contre 13% en 1970. 23% des exploitations

ont, en 2003, un statut de société (groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec), créés en 1962, exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), créées en 1985).

D'après Maurice Desriers (SCEES), la production agricole a été multipliée par deux en 50 ans, mais comme les prix ont plus chuté que n'a augmenté la production, la valeur économique de cette production a diminué, et le revenu par exploitant n'a pu progresser que par la forte diminution de leur nombre.

De plus, maximiser la production n'est plus le seul souci des agriculteurs. Les pratiques d'agriculture intensive ont entraîné des rejets croissants dans le milieu d'engrais et de pesticides, et une perte de biodiversité liée, notamment, au remembrement nécessité par la mécanisation. Il y a eu une pression croissante de la société pour diminuer les impacts négatifs de l'agriculture sur l'environnement et la biodiversité, se traduisant notamment par la recommandation de « bonnes pratiques » conditionnant les aides apportées par la PAC. Les consommateurs souhaitent une alimentation saine, diverse et goûteuse à un prix modéré. Les agriculteurs doivent donc aussi se soucier de la qualité de leur production.

Je voudrais maintenant retracer brièvement l'histoire de la notion de progrès, en m'inspirant d'un petit livre écrit par Dominique Lecourt en 1997, « *L'avenir du progrès* ». *Progressus* désigne en latin, l'avancée des troupes. *Progressio*, utilisé notamment par Montaigne, désigne le chemin vers la vertu. *Advancement* est utilisé par Francis Bacon au début du XVII^{ème} siècle pour convaincre le roi Jacques I^{er} de constituer une mémoire sociale : il s'agit d'accumuler les inventions et de les relier en une chaîne ininterrompue, de façon à assurer la prospérité du pays. On retrouve ce terme dans les textes fondateurs de la *Royal Society* de Londres en 1660, et aux États-Unis dans l'*American Association for the Advancement of Science* fondée en 1848 et qui publie la revue interdisciplinaire *Science*. Ce terme ne contient pas de référence à une éthique, à la différence de ce qui se passe en France. Chez nous, Descartes, Pascal, puis Bossuet comparent l'humanité à un seul individu qui progresserait vers la vertu.

Au XVIII^{ème} siècle, cette idée de progrès passe à Turgot puis à Condorcet, le plus hostile au christianisme parmi les Philosophes des Lumières. Dans *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Condorcet décrit le progrès comme un combat de la raison contre les superstitions des religions, une marche de l'humanité vers la liberté par le savoir. Il a le projet d'une « mathématique sociale » visant à perfectionner la nature humaine. Peu après, Laplace conçoit son « système du monde » permettant théoriquement de prévoir l'évolution de tout système naturel dès lors qu'on connaît les positions des corps matériels qui le composent et les forces qui s'exercent sur eux. Il développe le calcul des probabilités car il sait qu'on n'a jamais une connaissance exacte, et a l'ambition de l'appliquer à la démographie humaine (mariages, naissances, décès) pour une prévision rationnelle permettant d'assurer le bonheur futur. On qualifierait aujourd'hui son enthousiasme de naïf... Mais le goût de notre époque pour les modèles économétriques n'a-t-il pas la même naïveté ?

Au XIX^{ème} siècle, avec Auguste Comte, qui se réclame de Condorcet, se développe l'idée que le progrès est le développement de l'ordre biologique, puis de l'ordre politique. Le progrès est vu comme le développement d'une structure donnée à l'origine, avec un principe de conservation. A la même époque, Herbert Spencer développe l'idée d'évolution, à partir des théories de la génération et de l'embryologie. Pour lui, la société et les institutions sociales comme l'économie peuvent

fonctionner sans contrôle externe, comme le fait le système digestif ou un organisme inférieur. En France Ernest Renan écrit dans *l'Avenir de la science* que « *la science renferme l'avenir de l'humanité* » et qu'il lui revient « *d'organiser scientifiquement l'humanité* ». Mais il considère, à la différence de Comte ou de Spencer, que ce progrès n'est pas donné d'avance, comme le montrent les périodes sombres de l'histoire. C'est à cette époque qu'on commence à parler du Progrès avec un grand P, qu'il soit scientifique, technique, social, moral... Mais la question demeure de savoir si le progrès de l'humanité est piloté par les progrès de l'esprit humain comme le croyait Condorcet, ou s'il est la conséquence d'un type d'organisation sociale, comme le croient Saint-Simon au début du XIX^{ème} siècle, et après lui, Proudhon et Marx.

Les progrès des sciences au XIX^{ème} siècle fascinent les esprits éclairés, et on oppose facilement les sciences aux religions : les chercheurs observent notre monde, puis émettent des hypothèses et tentent de les vérifier par étapes et par des remises en question pour arriver enfin à quelques réponses raisonnables, qui sont ensuite affinées grâce à de nouvelles observations. Les religions, semble-t-il, reposent sur des croyances et des textes anciens, sur une tradition et sur l'autorité d'une Eglise qui définit ce qu'il faut croire et ne pas croire. Autrement dit, la liberté apparaît clairement du côté des sciences et l'ordre du côté des religions. On comprend dès lors que certains esprits souhaitent s'émanciper de la tutelle religieuse et voient dans les sciences la seule base pour le progrès de l'humanité. C'est la dérive scientiste qui se manifeste à la fin du XIX^{ème} siècle, définie dans le Larousse comme « une opinion philosophique affirmant que la science nous fait connaître la totalité des choses qui existent et que cette connaissance suffit à satisfaire toutes les aspirations humaines ». Mais si la science donne des moyens pour agir, elle est neutre sur le plan éthique, et ne permet pas de décider seule des actions à entreprendre. Ainsi, la construction de la bombe A a été permise par la recherche scientifique, mais la décision de l'utiliser en 1945 à Hiroshima et Nagasaki a été de la responsabilité des hommes politiques du moment. C'est ainsi que les débats sur les OGM ou l'agriculture biologique ne peuvent pas se cantonner au seul aspect scientifique. Rabelais a bien exprimé cette idée quand Gargantua donne à son fils Pantagruel un vaste programme de toutes les connaissances qu'il devra acquérir à Paris, en terminant par le rappel bien connu « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

L'explosion de la bombe d'Hiroshima a mis à mal l'image d'une science œuvrant pour le bien de l'humanité. Les dommages causés à l'environnement ont constitué une autre source d'inquiétude. Je voudrais retracer quelques étapes dans la prise de conscience par la société des problèmes d'environnement qui sont souvent en relation avec l'agriculture. Dans les années 1930, se produit aux États-Unis et au Canada le « *Dust Bowl* » : dans la zone des Grandes plaines, de terribles tempêtes de poussière détruisent les récoltes et érodent les sols, provoquant la ruine et la migration de millions de fermiers. Cette catastrophe semble causée par une longue sécheresse mais aussi par le labour profond et répété lié à la culture mécanisée, qui entraîne une baisse de la teneur en matière organique. Le gouvernement américain crée alors le service de conservation des sols et certains fermiers expérimentent une culture sans labour ou avec un labour réduit. La préservation des ressources naturelles devient une priorité en écologie.

En 1962, paraît « *Silent spring* » ou « *Printemps silencieux* ». Rachel Carson y dénonce la présence de pesticides (notamment le DDT) dans les corps gras de nombreux oiseaux, jusqu'en Arctique, entraînant une augmentation de mortalité et pour certains la stérilité des œufs. Elle accuse également l'industrie chimique de pratiquer la désinformation, et les autorités publiques de répondre

aux attentes de l'industrie chimique sans se poser de questions. Ce livre est à l'origine du mouvement écologiste en Occident. En 1972, paraît « *The limits to growth* » traduit en français par « *Halte à la croissance* ». C'est un rapport commandé à des chercheurs du MIT par le club de Rome, qui regroupe des personnalités des mondes scientifique, politique et industriel. Le message du rapport est clair : la croissance de la population humaine et de son économie ne peut se poursuivre longtemps car les ressources en nourriture, énergie et matériaux sont finies, ainsi que la capacité qu'a notre environnement à absorber nos déchets. Il faut donc apprendre à vivre dans un monde fini aux ressources limitées, et les deux chocs pétroliers qui suivent en 1973 et en 1979 semblent aller dans ce sens en annonçant la fin du pétrole bon marché.

C'est en 1972 aussi, qu'a lieu à Stockholm la première conférence des Nations unies sur l'environnement. Elle reconnaît que l'homme a acquis les moyens de transformer son environnement d'innombrables manières et à une échelle sans précédent grâce aux progrès des sciences et des techniques, et réaffirme la nécessité de préserver et d'améliorer cet environnement. C'est dans cet esprit que paraît en 1987 le rapport Bruntland publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations unies. Sous le titre « *Notre avenir à tous* », il définit le développement durable (ou soutenable) comme « *un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». En 1992, a lieu à Rio le « Sommet « Planète Terre » des Nations unies. Il précise cette notion de développement durable : « *Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature [...]. Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.* » La conférence émet des recommandations d'action pour le XXI^{ème} siècle (agenda 21), une déclaration sur l'environnement et le développement, une autre sur la gestion des forêts, et deux conventions-cadres sur le changement climatique et la biodiversité. Ces recommandations servent encore de guide aujourd'hui.

Les idées sur l'environnement progressent aussi sur le plan scientifique, notamment l'étude des cycles biogéochimiques dont celui du carbone. Il devient clair, dès les années 1970, que le CO₂ atmosphérique augmente à cause de l'utilisation croissante des combustibles fossiles. Le CO₂ étant un gaz à effet de serre, les climatologues prédisent un réchauffement lié à son augmentation, réchauffement particulièrement sensible depuis 1975. C'est un problème aussi pour l'agriculture, qui représente 14% des émissions mondiales (18% en France) principalement avec le méthane des ruminants et l'oxyde nitreux libéré par les engrais. Si l'on inclut les changements d'utilisation des terres, la fraction agricole augmente à 33% au niveau mondial à cause de la déforestation tropicale, et, au contraire, diminue en France grâce à l'augmentation du stock de bois des forêts.

Ce problème du changement climatique a donné lieu à controverse, certains niant que l'augmentation du CO₂ ait un effet sur le climat, d'autres suggérant qu'on pouvait y remédier par plus de technologie, par exemple en enfouissant le CO₂ dans le sous-sol, ou en diminuant le rayonnement solaire par l'envoi dans l'espace entourant la Terre de miroirs faisant écran. C'est une tentative pour éviter les efforts en vue de limiter les émissions de gaz à effet de serre. D'autres auteurs comme Nicholas Stern ont fait une évaluation économique, et trouvé que des actions actuelles de prévention sont bien moins coûteuses que des actions futures de lutte contre les effets de ce réchauffement.

Nos pères fondateurs avaient l'intuition que le progrès des connaissances doit profiter à toute l'humanité, et nous permettre de vivre de façon plus agréable. Les désillusions sont arrivées du fait que des fractions importantes de l'humanité n'en bénéficient pas, ou de façon insatisfaisante. On observe de fortes inégalités non seulement entre pays riches et pays pauvres, mais au sein même des populations de chaque pays. On observe aussi un repli communautaire qui est peut-être une tentative pour supporter ces inégalités, mais qui est aussi source de violence potentielle si le fossé est trop grand entre communautés.

Que faire ? Nous restons persuadés de l'importance des sciences pour le développement de l'humanité, mais nous savons maintenant que ce développement n'est pas automatique. La position scientifique n'est plus tenable. L'utopie marxiste a marqué profondément le XX^{ème} siècle, il lui a succédé un capitalisme libéral c'est-à-dire avec le moins de règles possible, comme le souhaitait Herbert Spencer. On en a vu les effets désastreux à l'occasion de la crise financière puis économique qui nous frappe depuis 2008. Il semble de plus en plus clair que des règles sont nécessaires, de façon générale, pour atteindre des objectifs généreux comme ceux du Millénaire pour le développement. C'est particulièrement vrai pour les produits agricoles, parce que tous les humains doivent se nourrir.

Pour prendre en compte les ressources limitées de la biosphère, certains prônent la décroissance, au moins de la consommation de biens matériels, ce qui n'exclut pas une forme de croissance des biens immatériels. D'autres comptent sur les ressources des sciences et de la technologie pour trouver de nouvelles formes de ressources matérielles et énergétiques ; c'est là une confiance un peu aveugle qui ressemble à la politique de l'autruche. Une chose est sûre : jamais l'humanité n'a disposé d'autant de moyens techniques pour résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée. Mais cela suppose qu'elle les utilise pour le bien commun et pas d'abord pour un petit nombre de privilégiés. Une voie dans cette direction est de privilégier la solidarité, pour que les 9 milliards d'humains qui peupleront la Terre en 2050 orientent leurs efforts dans une direction commune plutôt que de se faire la guerre. La solidarité n'est pas une idée de rêveurs naïfs, c'est un pas vers l'unité, un refus de l'individualisme dans l'intérêt de la société et donc de chacun.

Il nous a semblé, en Bureau, que le terme de solidarité pouvait utilement servir de fil conducteur aux grandes séances qui vont marquer le 250^{ème} anniversaire de notre Académie. La solidarité doit d'abord s'exercer pour la gestion des ressources communes, aussi aurons-nous trois séances sur l'alimentation, les ressources génétiques et l'eau. La dernière séance élargira le propos en développant ce concept de solidarité : son histoire, les difficultés de sa mise en pratique, des exemples de réalisation dans le domaine agricole, la façon de le mettre en œuvre en Europe et dans le monde.

La solidarité se vit aussi concrètement dans notre Compagnie, j'ai eu le privilège d'en faire l'expérience au sein du Bureau et, de façon plus large, à chaque fois que nous avons sollicité tel ou tel : c'est notre force de croire à des valeurs communes malgré des origines et des parcours très divers.